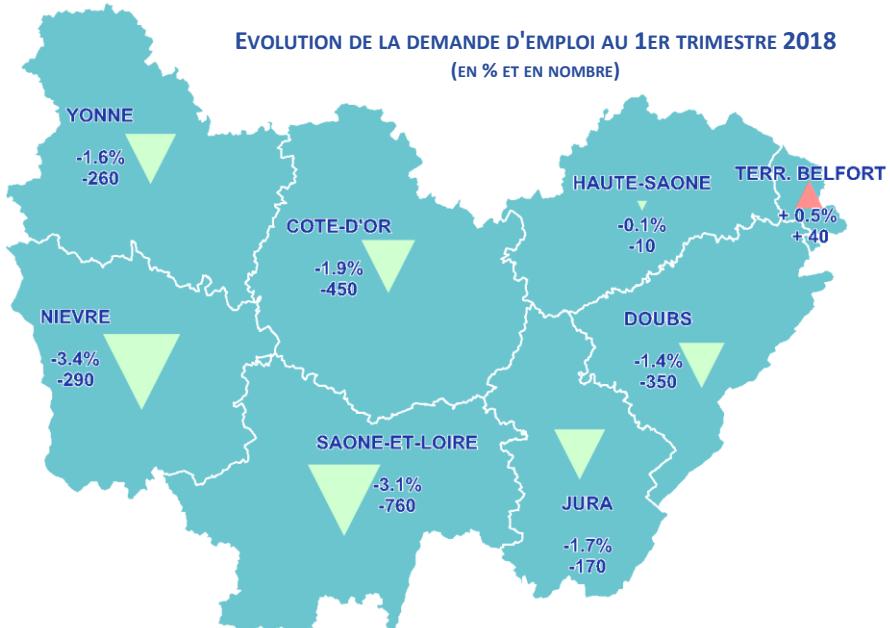


Études Statistiques Évaluation

INDICATEURS TRIMESTRIELS RÉGIONAUX : ÉCONOMIE, EMPLOI, MARCHÉ DU TRAVAIL ET POLITIQUES D'EMPLOI

BOURGOGNE - FRANCHE-COMTÉ



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
- 1,0 % par rapport au 4^{ème} trimestre 2017

Source : Pôle emploi-Dares, STMT

CHIFFRES CLÉS

DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DONNÉES CVS)

Cat. A : **123 890** (- 5,4 % sur un an)
Cat. B, C : **92 290** (+ 8,0 % sur un an)
Cat. A, B, C : **216 180** (- 0,1 % sur un an)

TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

7,6 % au 4^{ème} trimestre 2017
- 0,7 pt par rapport au 3^{ème} Trim. 2017
(France métropolitaine : 8,6 % ; - 0,7 pt)

EMPLOI SALARIÉ

678 370 au 4^{ème} trimestre 2017
+ 0,2 % par rapport au 3^{ème} Trim. 2017

EMPLOI INTÉRIMAIRE

40 230 au 4^{ème} trimestre 2017
+ 0,4 % par rapport au 3^{ème} Trim. 2017

L'année 2017 a été marquée par une reprise de l'activité économique régionale à partir du mois d'avril qui s'est maintenue jusqu'à la fin de l'année. Des carnets de commande satisfaisants, une meilleure utilisation des capacités de production, une hausse des créations d'emplois, un recours à l'intérim plus important. Sur l'année 2017, la région a gagné 1 600 emplois permanents du secteur marchand et le recours à l'intérim a nettement progressé, sauf dans la construction où les effectifs intérimaires se sont stabilisés. Le recours à l'activité partielle a diminué : près d'un million d'heures d'activité partielle ont été consommées (soit une baisse annuelle de 45,7 %), ce qui a permis de préserver 600 équivalents emplois temps plein.

Après une reprise encourageante en 2017, l'activité économique régionale demeure en tendance bien orientée et les prévisions sont plutôt favorables. Au premier trimestre 2018, le nombre de défaillances d'entreprises baisse de 10,6 % par rapport au premier trimestre 2017. Le nombre d'emplois menacés par ces procédures collectives tombe à 1 300, soit -16,6 % par rapport à un an auparavant. Les créations d'entreprises sont très bien orientées, comptabilisant près de 2 950 nouveaux entrepreneurs individuels (hors micro-entrepreneurs). Néanmoins, le volume d'heures autorisées au titre de l'allocation partielle, qui traduit les anticipations des employeurs, tend à augmenter depuis la fin d'année 2017 mais est inférieur de 38,7 % par rapport à la même période 2017. Sur le marché du travail, le nombre de demandeurs d'emploi sans activité (inscrits en catégorie A) baisse de 1,8 %, un rythme supérieur par rapport au niveau national. Les volumes d'inscriptions diminuent et le nombre de demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite est plus important.

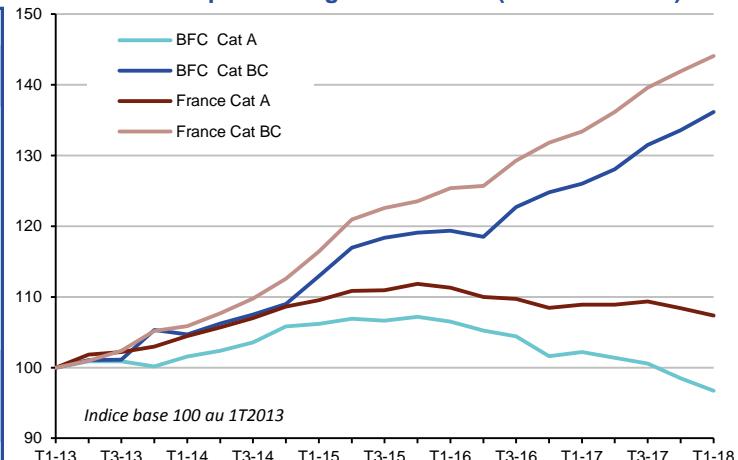
La demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois				
	T1 2018	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an	
Bourgogne-Franche-Comté :				
Données CVS-CJO				
Catégorie A	123 890	-1,8	-5,4	
Catégories B, C	92 290	+1,9	+8,0	
Catégories A, B, C	216 180	-0,2	-0,1	
France métropolitaine :				
Données CVS-CJO				
Catégorie A	3 435 900	-1,0	-1,4	
Catégories B, C	2 185 100	+1,5	+8,0	
Catégories A, B, C	5 621 000	0,0	+2,1	

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois
à Pôle emploi - Catégories A et BC (série CVS-CJO)



Données CVS-CJO	BFC			France	
	T1 2018	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Catégorie A					
Hommes	63 250	-2,1	-7,3	-1,6	-3,5
< 25 ans	9 130	-1,1	-9,8	-1,6	-6,1
25 - 49 ans	36 110	-2,4	-8,2	-1,8	-4,0
50 ans et plus	18 010	-1,9	-3,9	-1,0	-0,9
Femmes	60 640	-1,5	-3,3	-0,3	+0,9
< 25 ans	8 540	+1,2	-5,1	+0,4	-1,4
25 - 49 ans	34 620	-1,9	-3,4	-0,5	+0,9
50 ans et plus	17 490	-1,7	-2,1	-0,2	+1,9
Total	123 890	-1,8	-5,4	-1,0	-1,4
< 25 ans	17 670	0,0	-7,6	-0,6	-3,9
25 - 49 ans	70 720	-2,2	-5,9	-1,2	-1,6
50 ans et plus	35 500	-1,8	-3,1	-0,6	+0,4

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T1 2018	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	103 220	-0,3	-2,0	-0,4	+0,2
< 25 ans	15 200	-0,1	-5,4	-1,0	-2,9
25 - 49 ans	62 550	-0,3	-2,2	-0,6	-0,3
50 ans et plus	25 470	-0,2	+0,7	+0,4	+3,0
Femmes	112 970	-0,2	+1,8	+0,4	+3,9
< 25 ans	15 350	+1,4	-0,4	+0,4	+1,6
25 - 49 ans	66 650	-0,5	+1,9	+0,3	+3,9
50 ans et plus	30 960	-0,4	+2,6	+0,8	+5,2
Total	216 180	-0,2	-0,1	0,0	+2,1
< 25 ans	30 550	+0,7	-2,9	-0,3	-0,7
25 - 49 ans	129 200	-0,4	-0,1	-0,2	+1,8
50 ans et plus	56 430	-0,3	+1,7	+0,6	+4,1

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Depuis 2018, la publication commune Dares-Pôle Emploi est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T1 2018	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Catégories A, B, C					
Moins de 1 an	115 900	-2,0	-5,1	-1,6	-1,4
DELD :					
1 à 2 ans	46 410	+3,5	+13,0	+3,6	+12,1
2 à 3 ans	20 420	0,0	-3,4	0,0	-0,9
3 ans et plus	33 460	+1,0	+4,4	+0,9	+4,2
Total DELD	100 280	+1,9	+6,4	+1,9	+6,5
Part des CLD	46,4%	+1,0 pt	+2,8 pt	+0,8 pt	+1,9 pt

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T4 2017	Moyenne annuelle	
		2017	2016
Assurance chômage	98 690	98 893	99 014
Solidarité - Etat	16 240	17 073	18 151
Total DE indemnisés	114 930	115 966	117 165
Formation	8 550	8 697	9 733
Part des DE indemnisés* :			
BFC	47,3%		
France (métropolitaine)	47,4%		

Source : Pôle emploi

*Part des DE indemnisés : Total des DE indemnisés/DEFM de Cat. A, B, C, D, E en données brutes

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par Pôle emploi pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à Pôle emploi par motif

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T1 2018	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Catégories A, B, C					
Fin de contrat	4 090	+7,6	+6,2	+5,7	+6,8
Fin de mission d'intérim	1 680	+7,0	+16,7	+0,3	+12,5
Démission	750	+5,6	+21,0	+2,5	+22,8
Rupture conventionnelle	1 150	-3,4	+1,8	-0,3	+6,6
Licenc. économique	420	-2,3	-17,6	-3,0	-14,3
Autre licenciement	1 250	-2,3	-3,8	-0,3	+3,6
Première entrée ⁽¹⁾	1 240	-6,1	-3,9	-5,1	-2,7
Retour d'inactivité ⁽²⁾	3 230	-5,3	-22,0	-7,9	-20,3
Réinscription rapide ⁽³⁾	3 250	-9,2	-12,2	-10,0	-12,0
Autre motif ⁽⁴⁾	980	0,0	+7,7	-4,6	+6,6
Motif indéterminé	1 940	-2,5	-13,4	-8,8	-22,1
Total	19 970	-1,5	-5,5	-3,3	-5,4

(1) Inscription à Pôle emploi d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à Pôle emploi par motif

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T1 2018	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Catégories A, B, C					
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	4 040	-6,5	-1,2	-1,6	+0,5
Entrée en stage ou formation	1 990	-4,8	-23,2	-23,9	-29,2
Arrêt de recherche**	1 990	+0,5	+9,9	-0,2	+9,9
dont maladie	1 070	-3,6	+1,9	-1,2	+4,5
Cessation d'inscription					
pour défaut d'actualisation	8 530	+4,7	+7,0	+3,1	+4,5
Radiation administrative	1 870	+1,1	-7,0	-3,3	-11,7
Autre cas ⁽²⁾	1 780	-2,2	-9,2	-2,4	-9,1
Total	20 210	0,0	-1,1	-2,4	-3,0

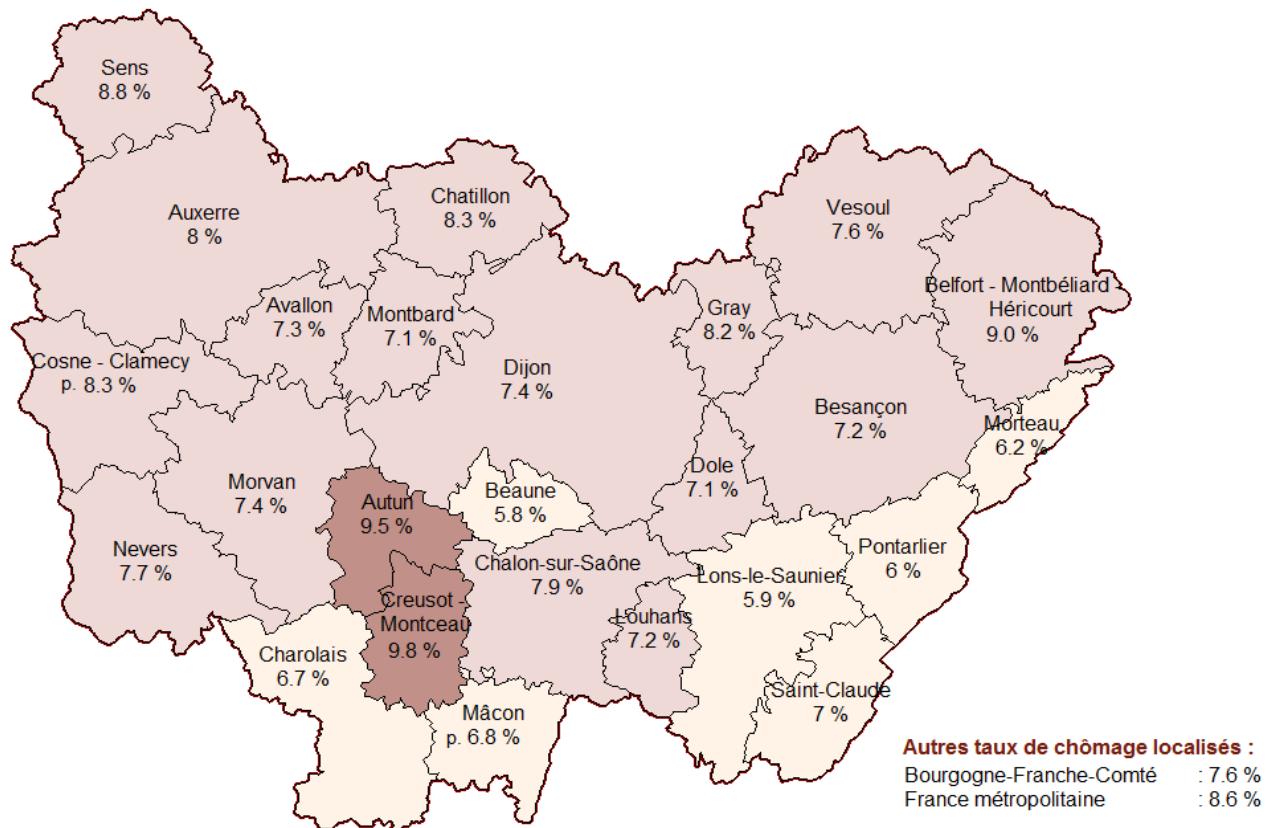
**Maternité, maladie, retraite...

(1) Uniquement celles connues de Pôle emploi.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

Le taux de chômage

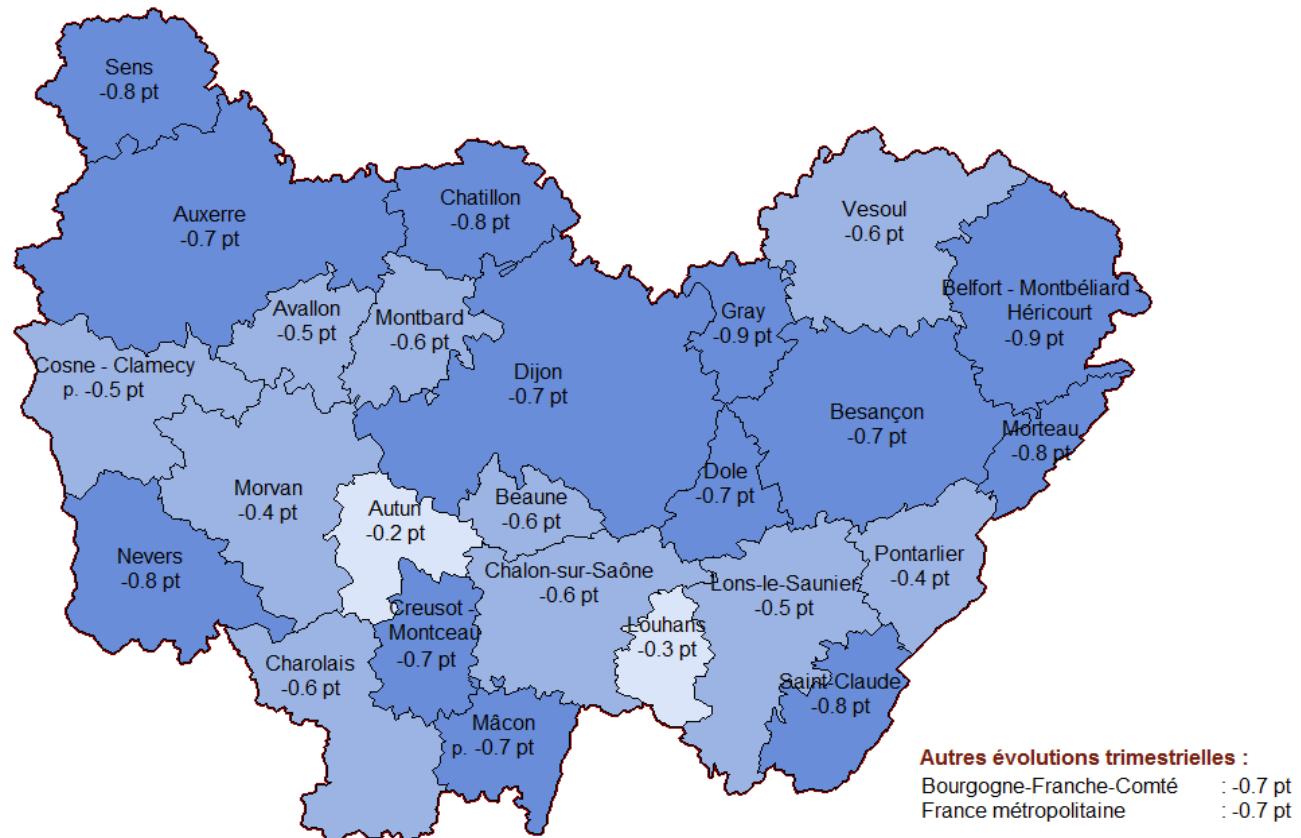
Taux de chômage localisés en moyenne sur le 4ème trimestre 2017



Source : INSEE, Taux corrigés des variations saisonnières

(p.=pour la partie de la zone d'emploi située en Bourgogne-Franche-Comté)

Evolution trimestrielle du taux de chômage localisé (4T2017/3T2017)



Source : INSEE, Taux corrigés des variations saisonnières

(p.=pour la partie de la zone d'emploi située en Bourgogne-Franche-Comté)

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	BFC			France Var.(%)/ cumul 2017
	T1 2018	Cumul 2018	Var.(%)/ cumul 2017	
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :				
CAE - PEC	1 375	1 375	-50,6	-63,5
dont Education Nat.	355	355	-47,6	-49,0
dont Collectivités	227	227	-47,6	-64,3
dont QPV	121	121	-44,2	-59,6
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	1 881	1 881	-0,2	+25,5
dont QPV	298	298	+10,4	n.d.
dont Garantie Jeunes	795	795	-2,0	+28,5
Alternance :				
Contrat apprentissage				
- secteur privé	1 061	1 061	+13,7	+15,0
- secteur public	27	27	-47,1	-6,2

Les données France sont des données France entières

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	BFC			France Var.(%)/ cumul 2016
	T4 2017	Cumul 2017	Var.(%)/ cumul 2016	
IAE				
dont ACI	2 425	10 039	+4,3	+3,6
dont AI	721	2 752	+0,1	+1,0
dont EI	963	4 310	+9,9	+5,7
dont ETTI	229	978	-4,8	+4,0
	512	1 999	+3,5	+3,0

IAE : Insertion par l'Activité Economique

ACI : Ateliers et Chantiers d'insertion

AI : Associations Intermédiaires

EI : Entreprises d'insertion

ETTI : Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	BFC			France Var.(%)/ trim. année précédente
	T4 2017	Var.(%)/ trim. année précédente	France Var.(%)/ trim. année précédente	
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :				
CAE - PEC	7 985	-22,6	-25,0	
Emploi d'avenir	3 106	-39,3	-38,0	
Mesures d'accompagnement :				
Garantie Jeunes	2 872	+56,7	+53,2	
IAE	7 771	+1,3	+0,4	
dont ACI	2 515	+0,4	0,0	
dont AI	3 282	-0,2	-0,7	
dont EI	866	+0,1	+1,5	
dont ETTI	1 109	+9,2	+5,4	

Les contrats aidés, l'apprentissage, les structures d'insertion, etc... participent à la politique de l'Etat destinée à soutenir et développer l'emploi.

S'ils en constituent les outils les plus visibles, les politiques d'emploi s'appuient sur une palette de mesures beaucoup plus vastes qui se répartissent en deux familles :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (Pôle emploi, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allégements de cotisations sociales ou fiscaux.

Les dépenses pour l'emploi en France représentent 112 milliards d'euros en 2015, dont 66 milliards d'euros pour les dépenses ciblées.

Pour plus d'information consultez le bilan annuel de la DARES

<http://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2017-072v2-2.pdf>

Sources des tableaux :

Entrées :

CAE-PEC (Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi - Parcours Emploi Compétence) : DGEFP

Garantie jeunes : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : i-mile et DGEFP

Contrat d'apprentissage : Chambres consulaires / Directrice-Unités départementales de Bourgogne-Franche-Comté

IAE : ASP, traitements Dares

Stock :

CAE-PEC : DARES

Emploi d'avenir : DARES

Garantie jeunes : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP

Les entreprises

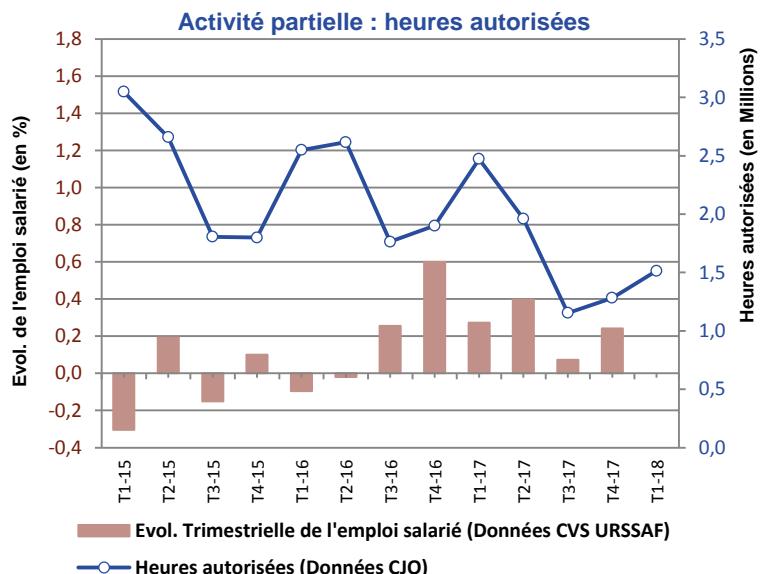
Activité partielle

Données CJO*	BFC	
Heures autorisées	T1 2018	Evol./T1 2017
Nombre de demandes	403	-28,0
Volume d'heures autorisées	1 514 413	-38,7
dont :		
Agriculture	6 108	-47,7
Industrie	998 726	-35,1
Construction	281 335	-38,8
Commerce	40 699	-48,5
Services	187 545	-51,0
Etablissements autorisés	366	-26,2
dont :		
établs de 50 sal. et plus	44	-25,4
Nombre de salariés concernés**	5 033	-55,2
Total heures autorisées 12 mois glissés	5 913 071	-32,4

Source : DARES/DIRECCTE BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** nombre moyen mensuel



Heures consommées	BFC	
	T4 2017	Evol./T4 2016
Nombre d'heures consommées¹	197 299	-59,6
dont :		
Agriculture	2 052	-80,8
Industrie	138 146	-63,2
Construction	17 319	-1,8
Commerce	14 223	-48,4
Services	25 558	-54,5
Etabs ayant consommé des heures	270	-30,2
dont :		
étabs de 50 sal. et plus	29	-44,2
Nombre de salariés concernés^{**}	2 182	-60,0
Total heures consommées 12 mois glissés	960 088	-45,7

Source : DARES/DIRECCTE BFC

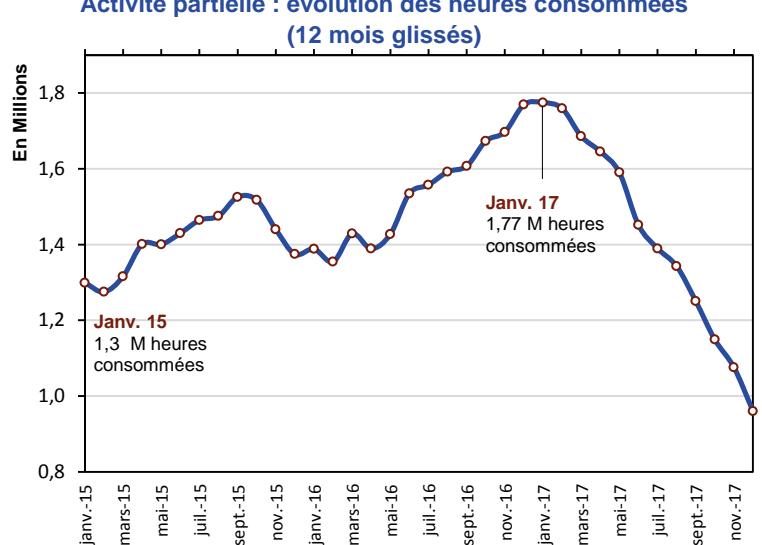
¹ Un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** nombre moyen mensuel

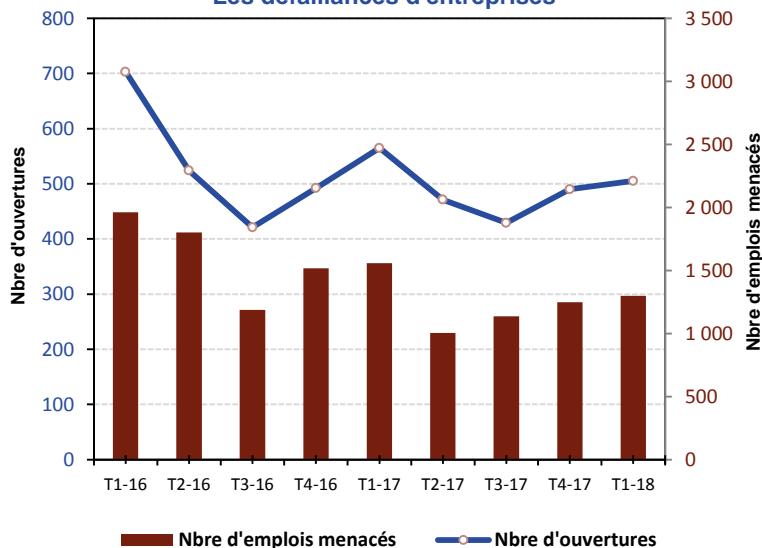
Défaillances d'entreprises

Ouvertures de procédures	BFC	
	T1 2018	Evol./T1 2017
Nombre d'ouvertures de procédures	505	-10,6
dont :		
Sauvegardes	7	-46,2
Redressements judiciaires	142	+17,4
Liquidations judiciaires directes	356	-17,4
dont :		
PME de 50 sal. et plus	8	+166,7
Nombre d'emplois menacés	1 300	-16,6
dont :		
Agriculture	24	-25,0
Industrie	330	-33,7
Construction	210	-28,6
Commerce	223	-13,2
Services	428	-11,2
Total des ouvertures sur 12 mois glissés	1 895	-5,3

Source : Société ALTARES-BODACC/INSEE-Sirene/DARES-SISMMO



Les défaillances d'entreprises



Créations d'entreprises

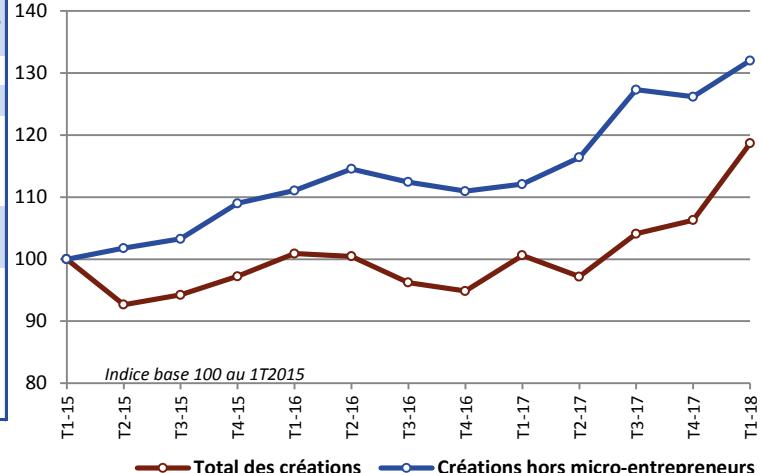
Données brutes		BFC	
Créations d'entreprises		T1 2018	Evol./T1 2017
Nombre de créations d'entreprises	5 063	+17,8	
dont : Entreprises individuelles	1 635	+35,8	
Micro-entrepreneurs	2 111	+18,5	
Sociétés	1 317	+0,3	
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneur	2 952	+17,3	
dont : Industrie	210	+38,2	
Construction	496	+30,9	
Commerce	691	+2,1	
Services	1 555	+18,8	
Total des créations sur 12 mois glissés	2 698	+17,8	

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Evolution des créations d'entreprises

(données CVS)



Les ruptures des contrats de travail

● Dans le cadre d'un Plan de Sauvegarde de l'Emploi

PSE en cours	T1 2018	
	Nbre Etabls impactés	Nbre emplois menacés
Côte d'Or	7	37
Doubs	3	18
Jura	4	7
Nièvre	0	0
Haute-Saône	2	17
Saône-et-Loire	16	109
Yonne	1	6
Territoire de Belfort	2	9
Non réparti	47	

Source : DIRECCTE BFC / SI-Homologation PSE

Champ : établissements de la région impactés par un PSE homologué/validé par la Dirccte Bourgogne - France-Comté ou celle d'une autre région

Les données portent sur le nombre de PSE en cours de procédure. Les emplois menacés représentent le nombre de licenciements envisagés déclaré par l'entreprise.

En savoir plus :

<http://travail-emploi.gouv.fr/emploi/accompagnement-des-mutations-economiques/accompagnement-des-licenciements-economiques/pse>

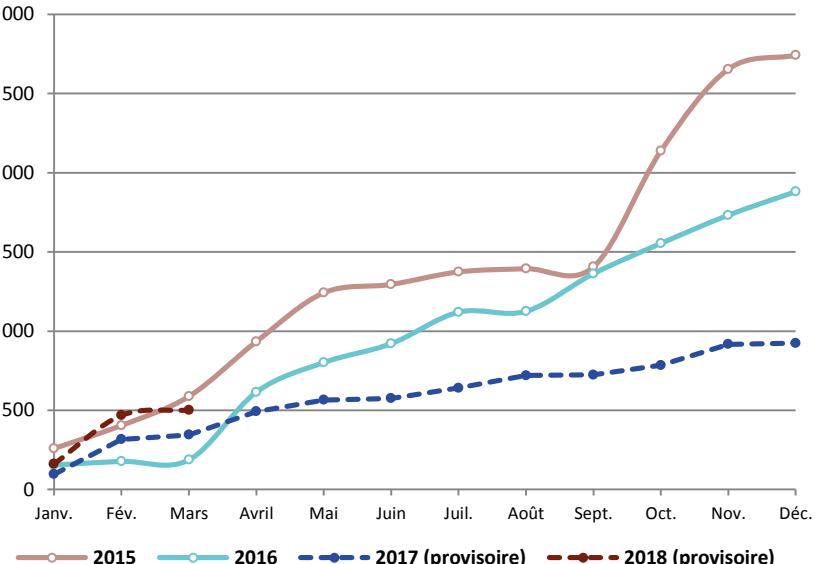
● Dans le cadre d'une rupture conventionnelle

		BFC	
		T1 2018	Evol./T1 2017
Nombre de ruptures conventionnelles*	3 367	+9,4	
Cumul annuel	3 367	+9,4	
Nbre de ruptures conv. collectives	5		
Licenciements effectifs et/ou envisagés	399		

Source : DIRECCTE BFC / SI-Ruptures conventionnelles ; SI-Homologation PSE

* Données arrêtées au 18 mai 2018

Licenciements survenus suite à un PSE (cumul mensuel)



Note sur le graphique : en raison de possibles remontées tardives d'informations concernant les validations et homologations de plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) : les données de l'année 2016 sont semi-définitives, celles des années 2017 et 2018 restent provisoires.

● Hors Plan de Sauvegarde de l'Emploi

		BFC	
		T1 2018	Evol./T1 2017
Nombre de licenciements économiques			Non disponible
Cumul annuel			

Source : DIRECCTE BFC / SILICE

L'emploi salarié

Effectifs salariés par secteur d'activité

Bourgogne - Franche-Comté		Emploi hors intérim				Emploi y compris intérim (1)					
4 ^{ème} trimestre 2017 (Données CVS)	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution				
		Trimestrielle		Annuelle			Trimestrielle		Annuelle		
		en nbre	en %	en nbre	en %		en nbre	en %	en nbre	en %	
Industrie	164 650	+400	+0,2	-860	-0,5	187 840	+1 190	+0,6	+1 950	+1,0	
Construction	49 900	+210	+0,4	+260	+0,5	54 320	+250	+0,5	+300	+0,6	
Commerce	117 480	-60	-0,1	+580	+0,5	120 270	+190	+0,2	+750	+0,6	
Services	305 550	+30	0,0	+1 630	+0,5	315 940	-20	-0,0	+3 650	+1,2	
Ensemble	637 580	+580	+0,1	+1 610	+0,3	678 370	+1 610	+0,2	+6 650	+1,0	

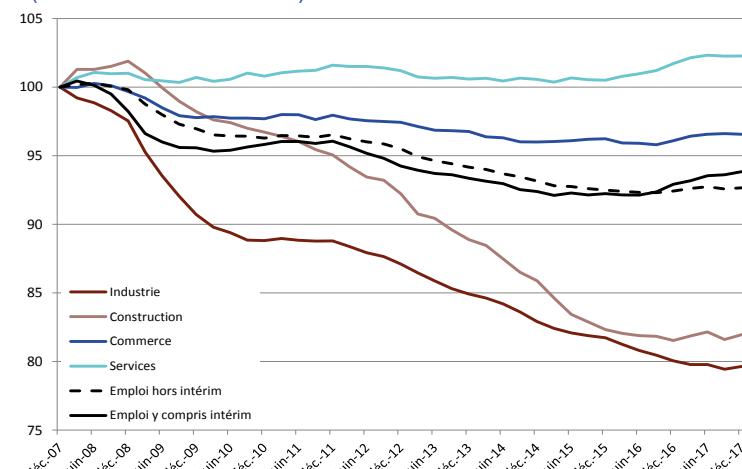
Champ : emploi salarié marchand hors agriculture

Sources : Acoss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire de la région qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre régional. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

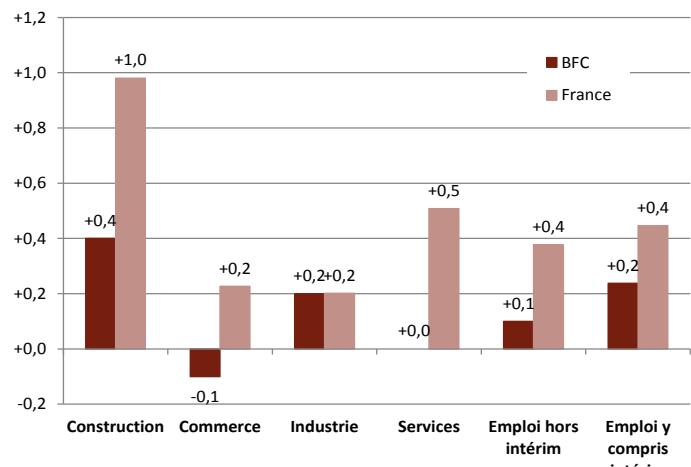
Evolution de l'emploi salarié

● dans les secteurs principalement marchands de la région (base 100 au 31/12/2007)



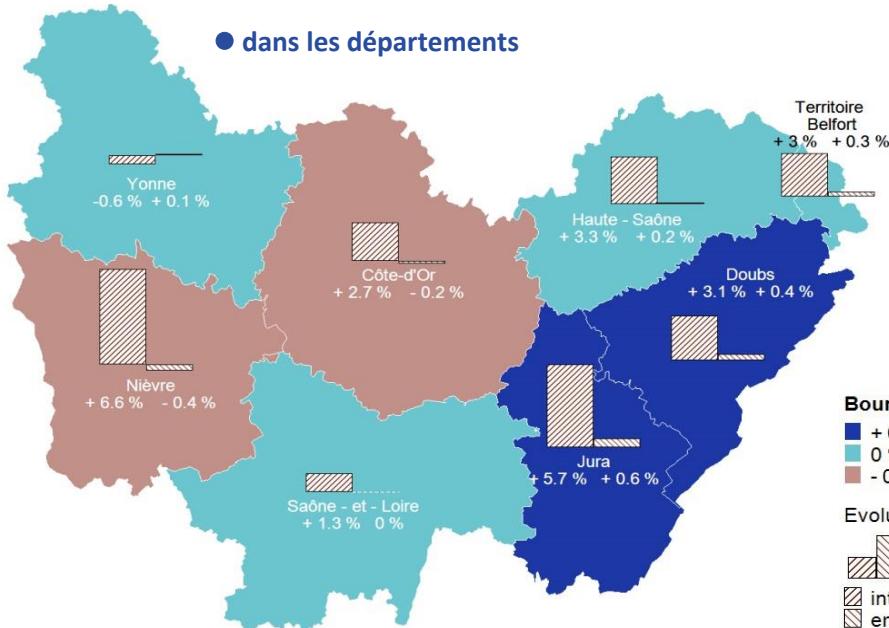
Source : Acoss-Urssaf - Données CVS - Les données sectorielles sont hors intérim.

● dans la région et au niveau national (entre le 3^{ème} et le 4^{ème} trim. 2017, en %)



Source : Acoss-Urssaf - Données CVS - Les données sectorielles sont hors intérim.

● dans les départements

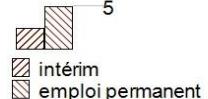


Source : Acoss-Urssaf - Données CVS

Bourgogne - Franche-Comté : + 0,2 %

- + 0,5% à + 0,9 %
- 0 % à + 0,5 %
- 0,2 % à 0 %

Evolution de l'intérim et de l'emploi permanent (en %)



Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Bourgogne - Franche-Comté 4 ^{ème} trimestre 2017 (Données CVS)	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾			Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾	
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	100	+39,6	-16,2	n.d	n.d	90	-18,2	-18,2	2,0	+0,2
Industrie	23 180	+2,3	+14,8	12,3	+1,5	22 310	+4,4	+26,3	2,5	+0,1
Construction	4 630	-1,9	-3,0	8,5	-0,3	4 330	+0,9	+5,1	2,6	+0,2
Commerce	2 900	+6,7	+7,0	2,4	+0,1	2 840	+1,4	+11,8	1,5	+0,1
Services	9 420	-5,0	+17,6	3,0	+0,4	9 450	+0,3	+31,3	1,7	+0,2
Ensemble	40 230	+0,4	+12,4	5,9	+0,6	39 020	+2,8	+23,4	2,2	+0,2

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs de la région, qu'ils résident ou non dans la région. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements de la région et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi - activité.

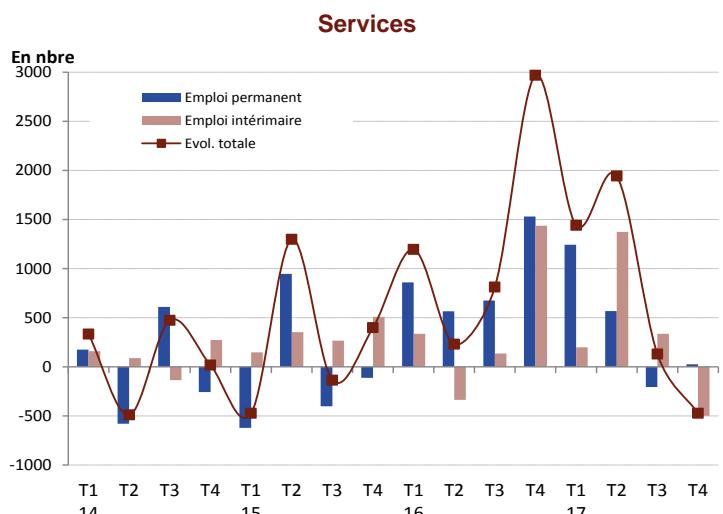
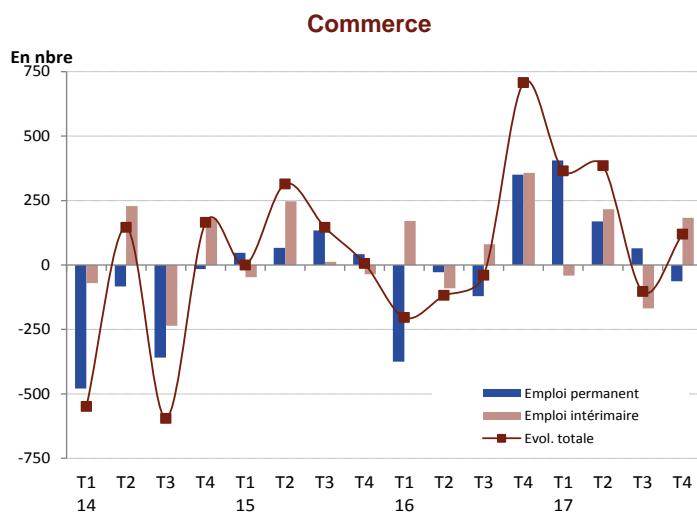
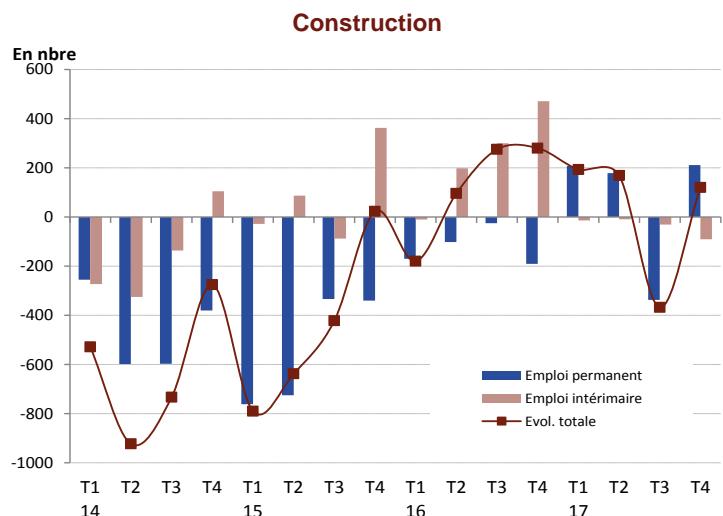
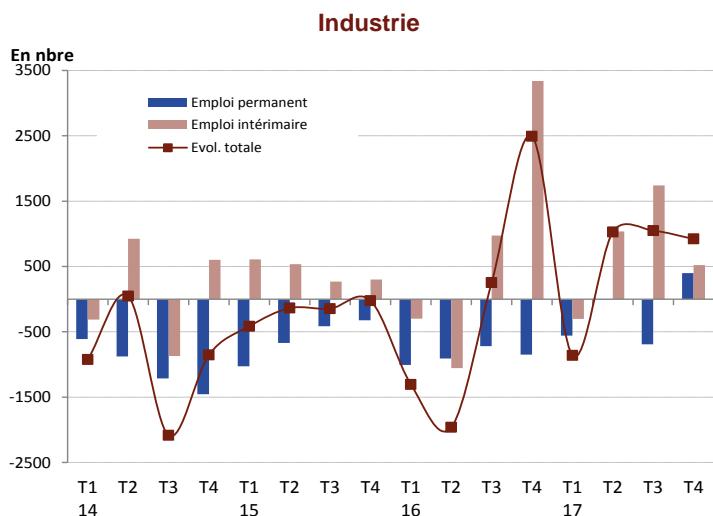
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié, y compris intérim, en fin de trimestre.

(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe bordeaux
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en rose)

Sources : Acoss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.



L'emploi frontalier

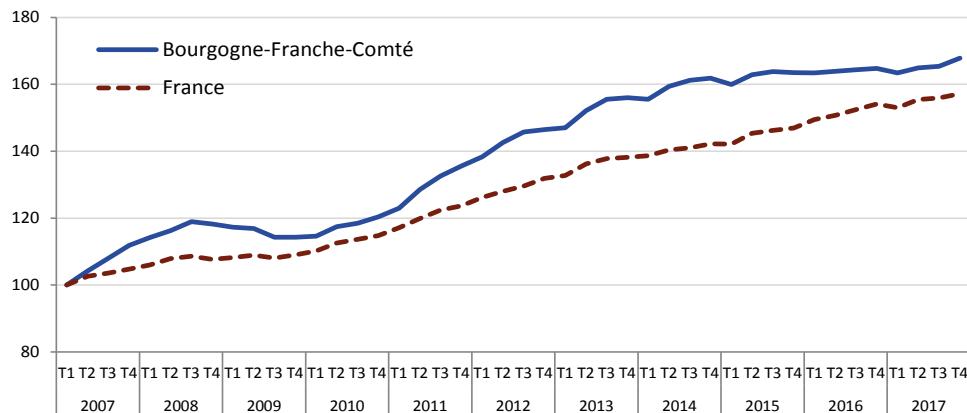
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

4 ^{ème} trimestre 2017	Actifs occupés RP 2014	Emploi salarié					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)					
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		
					en nbre	en %					en nbre	en %
Côte d'Or	223 870	148 870	21,9	-0,1	+810	+0,5	122	0,4	+4,1	+2	+1,2	
Doubs	222 477	140 590	20,7	-0,6	+3 010	+2,2	24 728	72,2	+1,2	+321	+1,3	
Jura	106 690	59 760	8,8	+0,8	+700	+1,2	5 868	17,1	+1,9	+166	+2,9	
Nièvre	76 556	42 120	6,2	-0,1	+20	+0,0	16	0,0	-3,6	+4	+36,4	
Haute-Saône	95 530	46 670	6,9	+0,3	+560	+1,2	410	1,2	-0,3	+16	+3,9	
Saône-et-Loire	216 355	131 150	19,3	+0,0	+240	+0,2	130	0,4	+1,1	+5	+3,7	
Yonne	130 830	74 580	11,0	+0,0	+730	+1,0	11	0,0	-12,8	-1	-10,7	
Territoire de Belfort	56 564	34 630	5,1	+0,5	+560	+1,6	2 988	8,7	+2,5	+106	+3,7	
BFC	1 128 871	678 370	100,0	+0,2	+6 650	+1,0	34 272	100,0	+1,5	+618	+1,8	

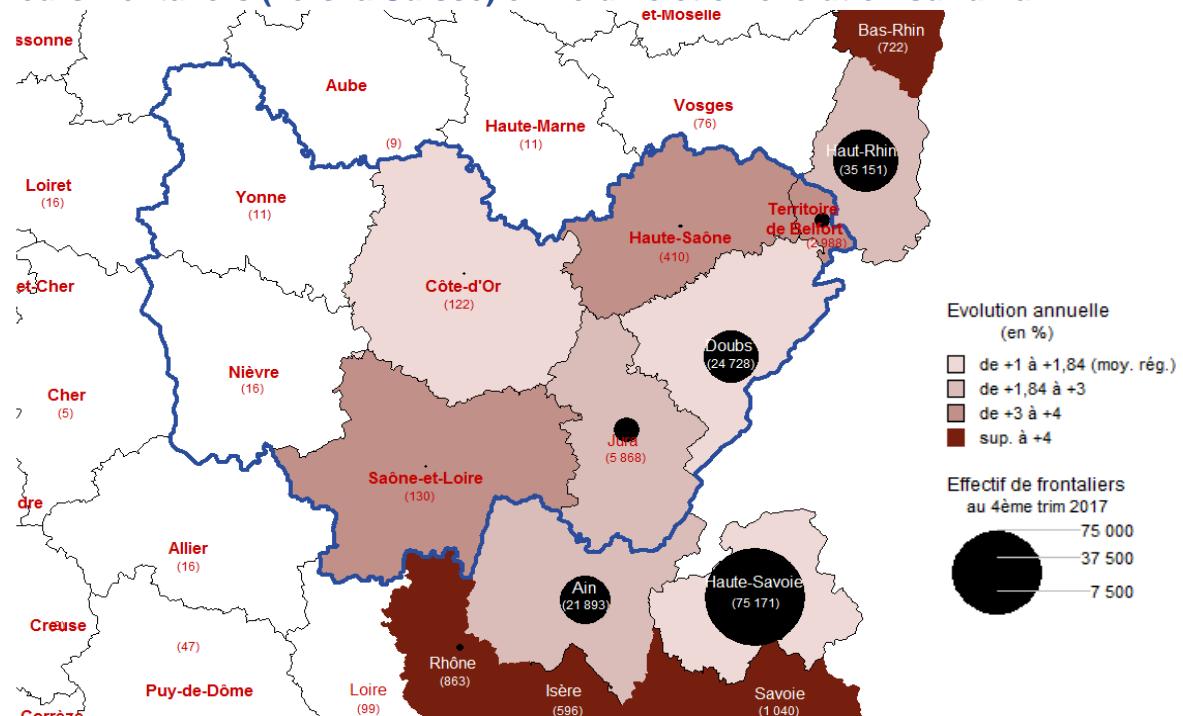
Sources : INSEE - RP 2014 (enquêtes annuelles 2012 à 2016) ; Acoss-URSSAF - Données CVS (Champ emploi salarié marchand hors agriculture) ; Office Fédéral de la Statistique

Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2007)



Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Corrige **Lecture :** L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de 3,7 % en Saône-et-Loire. Ce département comptabilise 130 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

Les données départementales

Les demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Sâone-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
DEFM Cat. A 1^{er} Trim. 18	23 550	25 000	9 710	8 130	10 570	23 920	15 570	7 440	123 890
Variation (en %) sur 1 Trim.	-1,9	-1,4	-1,7	-3,4	-0,1	-3,1	-1,6	+0,5	-1,8
Variation (en %) sur 1 an	-3,1	-7,3	-5,4	-7,9	-6,5	-4,1	-3,8	-7,9	-5,4
Hommes	11 960	12 920	5 010	4 290	5 300	11 940	8 080	3 750	63 250
Femmes	11 590	12 080	4 700	3 840	5 270	11 980	7 500	3 690	60 640
<25 ans	3 330	3 370	1 480	1 250	1 610	3 360	2 260	1 000	17 670
25-49 ans	14 010	14 790	5 390	4 350	5 800	13 290	8 780	4 320	70 720
>50 ans	6 200	6 840	2 830	2 530	3 170	7 270	4 530	2 130	35 500
DELD (Cat. A, B, C)	19 550	18 860	7 630	6 600	8 500	21 160	12 420	5 570	100 280
Taux de chômage Déc. 17	7,2	7,6	6,4	7,8	7,9	7,9	8,2	8,7	7,6

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares ; Insee

Les difficultés d'entreprises

	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Sâone-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
Défaillances 1^{er} Trim. 18									
Nbre ouvertures procédures	102	88	52	36	30	120	57	20	505
Evolution annuelle (en %)	+12,1	-25,4	+2,0	-2,7	-38,8	-9,8	-5,0	-23,1	-10,6
Trav. Temporaire 4th Trim. 17									
Effectifs	6 910	11 070	3 620	1 830	3 190	6 540	4 740	2 330	40 230
Evol./trim. précédent (en %)	+2,6	-1,2	+1,9	+1,6	-1,7	-0,5	-0,2	+4,6	+0,4
Activité Partielle 4th Trim. 17									
Nbre d'heures consommées	30 686	20 651	10 794	26 667	3 975	88 002	11 861	4 661	197 299
Evolution annuelle (en %)	+38,6	-91,6	-58,4	-9,0	-71,8	-5,1	-72,9	-63,5	-59,6

Sources : Défaillances : Société ALTARES-BODACC ; Travail temporaire : DARES (DSN) et Pôle emploi ; Activité partielle : DARES/DIRECCTE BFC

Les politiques d'emploi

	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Sâone-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
CAE-PEC 1^{er} Trim. 18	186	260	111	153	132	262	199	72	1 375
Cumul 2018	186	260	111	153	132	262	199	72	1 375
PACEA 1^{er} Trim. 18	325	340	87	218	163	439	251	58	1 881
Cumul 2018	325	340	87	218	163	439	251	58	1 881
IAE 4th Trim. 17	346	535	287	163	156	412	390	136	2 425
Cumul 2017	1 505	2 218	1 223	594	665	1 597	1 757	480	10 039
Apprentissage 1^{er} Trim. 18	279	181	111	79	83	197	96	62	1 088
Cumul 2018	279	181	111	79	83	197	96	62	1 088

Sources : CAE-PEC : DGEFP ; PACEA : I-Milo et DGEFP ; IAE : ASP, traitement DARES ; Apprentissage : Chambres consulaires / DIRECCTE-UD

Les effectifs salariés dans les grands secteurs d'activité

(Etablissements du secteur privé marchand non agricole, y compris intérim)

4 th Trim. 2017	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Sâone-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
Industrie :									
Effectif	28 910	45 540	20 840	9 690	16 120	36 480	20 570	9 690	187 840
Evol./trim. Précédent	+0,2	+1,1	+1,0	+0,1	-0,1	+0,3	+0,5	+2,3	+0,6
Construction :									
Effectif	12 530	10 190	5 360	3 170	3 570	11 470	5 660	2 370	54 320
Evol./trim. Précédent	+0,4	+0,1	-0,2	+1,3	0,0	+0,5	+1,3	+0,9	+0,5
Tertiaire									
Effectif	107 430	84 860	33 560	29 260	26 980	83 200	48 350	22 570	436 210
Evol./trim. Précédent	-0,2	+0,4	+0,9	-0,3	+0,6	-0,1	-0,3	-0,4	+0,0
Total :									
Effectif	148 870	140 590	59 760	42 120	46 670	131 150	74 580	34 630	678 370
Evol./trim. Précédent	-0,1	+0,6	+0,8	-0,1	+0,3	+0,0	+0,0	+0,5	+0,2

Source : Acoss-URSSAF - Données CVS

D'autres publications du SESE :

Vous trouverez sur le site internet de la Direccte BFC

<http://bourgogne-franche-comte.direccte.gouv.fr/>

▶ Etudes et analyses

- [L'Insertion par l'Activité Economique](#) en Bourgogne-Franche-Comté
- [Les services à la personne](#) en Bourgogne-Franche-Comté
- [La filière automobile](#) en Bourgogne-Franche-Comté
- [Les seniors](#) en Bourgogne-Franche-Comté
- [Les accidents du travail](#) en Bourgogne-Franche-Comté - Etat des lieux à fin 2015

▶ Conjoncture

- [Les bulletins départementaux trimestriels](#) et [les fiches territoires](#) du 1er trimestre 2018
- [La note de conjoncture régionale](#) de juin 2018

▶ Tableau de bord

- [Les frontaliers](#) en Bourgogne-Franche-Comté au 1er trimestre 2018

▶ Statistiques

- [Les fiches sectorielles](#) sur les secteurs de la céramique, de la métallurgie, de la transformation du bois, de l'imprimerie, de l'industrie agro-alimentaire, des équipements mécaniques et du caoutchouc-plastique.
- L'actualisation des cartes et tableaux sur [les taux de chômage](#) au 4ème trimestre 2017